

## **Marché public de travaux**

\*\*\*

### **Intitulé**

**TRAVAUX D'ESPACE VERTS D'ACCOMPAGNEMENTS ET ENTRETIEN  
D'ESPACES VERTS SUR LE PERIMETRE DE L'OIN BORDEAUX  
EURATLANTIQUE**

**Lot 2 : travaux d'entretien sur les parcelles propriétés de l'EPABE**

\*\*\*

### **Pouvoir adjudicateur**

**ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMENAGEMENT DE BORDEAUX-  
EURATLANTIQUE**

**Représentant du pouvoir adjudicateur**

**LA DIRECTRICE GENERALE**

\*\*\*

### **Appel d'offres ouvert**

\*\*\*

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**



OPÉRATION  
D'INTÉRÊT  
NATIONAL

# bordeaux euratlantique

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX D'ESPACES VERTS D'ACCOMPAGNEMENT ...</b>	<b>5</b>
1.1	Prise de connaissance du projet.....	5
1.2	Décomposition en lots .....	6
1.3	Objet des travaux .....	6
1.4	Consistance des travaux.....	6
1.4.1	<i>Travaux faisant objet du marché (liste non exhaustive).....</i>	<i>6</i>
1.4.2	<i>Dépollution .....</i>	<i>7</i>
1.5	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	7
1.5.1	<i>Autorisation d'exécution de travaux .....</i>	<i>8</i>
1.5.2	<i>Signalisation de chantier .....</i>	<i>8</i>
1.5.3	<i>Sécurité et tenue de chantier.....</i>	<i>8</i>
1.5.4	<i>Reconnaissance des occupations du sol .....</i>	<i>9</i>
1.5.5	<i>Charte chantiers à faibles nuisances .....</i>	<i>9</i>
1.5.6	<i>Programme des travaux .....</i>	<i>9</i>
1.5.7	<i>Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) .....</i>	<i>10</i>
1.5.8	<i>Dossier de remise d'ouvrage à Bordeaux Métropole.....</i>	<i>10</i>
1.6	PRISE DE POSSESSION DU TERRAIN.....	11
1.6.1	<i>Vérification avant travaux – connaissance des lieux.....</i>	<i>11</i>
1.6.2	<i>Réception du terrain – prise de possession.....</i>	<i>11</i>
1.6.3	<i>Protection et sauvegarde des existants conservés .....</i>	<i>11</i>
1.6.4	<i>Fouilles archéologiques .....</i>	<i>11</i>
1.6.5	<i>Implantation et piquetage du projet .....</i>	<i>12</i>
1.7	DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE AVANT LES TRAVAUX .....	12
1.8	CONTROLE – MISE EN SERVICE DES RESEAUX CONCEDES .....	12
1.9	RELATIONS AVEC LES CONCESSIONNAIRES.....	13
<b>2</b>	<b>DESCRIPTION DES TRAVAUX .....</b>	<b>14</b>
2.1	Installation et repliement de chantier.....	14
2.2	Signalisation provisoire du chantier .....	14
2.3	Implantation, piquetage.....	14
2.4	Abattage, démontage, dessouchage.....	15
2.5	Protection des arbres existants conservés.....	16
2.6	Balisage et mise en défens des zones à enjeux écologiques.....	16
2.7	Elagage et nettoyage des arbres existants conservés .....	16
2.8	Entretien.....	17
2.8.1	<i>Entretien des milieux aquatique urbains et curage des fonds de noues et mares ..... Erreur ! Signet non défini.</i>	
2.8.2	<i>Entretien de propreté ..... Erreur ! Signet non défini.</i>	
2.8.3	<i>Gestion des déchets..... Erreur ! Signet non défini.</i>	
2.8.4	<i>Fauchage et débroussaillage..... Erreur ! Signet non défini.</i>	



## [2.8.5](#) [Gestion des espèces exotique envahissantes](#)

[\(EEE\)](#).....Erreur ! Signet non défini.

## 1 CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXECUTION DES TRAVAUX D'ESPACES VERTS D'ACCOMPAGNEMENT

### 1.1 Prise de connaissance du projet

L'établissement public d'aménagement de Bordeaux-Euratlantique (ci-après « l'EPA » ou « l'établissement public ») est un EPIC d'Etat, placé sous la tutelle du ministre chargé de l'urbanisme, pouvoir adjudicateur au sens de l'ordonnance du 6 juin 2005, délibérément soumis au code des marchés publics. Le décret n°2010-306 du 22 mars 2010 portant création de l'établissement public récapitule ses missions et indique les références juridiques applicables.

L'EPA intervient sur un territoire intercommunal d'environ 738 ha autour de la gare Saint-Jean de Bordeaux, dans le cadre juridique d'une opération d'intérêt national (OIN). Ses activités sont, approximativement, à l'intersection de celles d'une agence d'urbanisme, d'un maître d'ouvrage de travaux publics et d'un promoteur immobilier. Des éléments de contexte peuvent être consultés sur [www.bordeaux-euratlantique.fr](http://www.bordeaux-euratlantique.fr).

Il s'étend sur une partie des trois communes de Bordeaux, Bègles et Floirac et sur les deux rives de la Garonne. Le projet d'aménagement vise à tirer parti d'importantes potentialités foncières issues de friches industrielles et de zones d'activités en décroissance pour proposer un nouveau de ville aux franges du centre historique de la métropole bordelaise.

Il est actuellement envisagé une constructibilité globale de 2 400 000 m<sup>2</sup> de surface plancher, dont 15 000 à 17 000 logements et 400 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher de bureaux. Le projet d'aménagement se concrétisera par la mise en œuvre, sur une vingtaine d'années, de différents projets urbains, à savoir :

- Bordeaux Saint Jean Belcier ;
- Garonne Eiffel ;
- Bègles Garonne ;
- Bègles Faisceau.

Par le seul fait de soumissionner, l'Entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des conditions générales, locales particulières, des conditions relatives aux moyens de communication et de transport, au stockage des matériaux, aux disponibilités en main d'œuvre, en eau, en énergie électrique et de toutes les conditions physiques relatives à l'OIN, et tous les autres éléments pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues et qui pourraient en quelque manière influencer sur les travaux et les prix de ceux-ci.

Les conséquences des erreurs ou carences des entrepreneurs dans la réunion des renseignements précédents ne pourront que demeurer à leur charge.

De même, à l'émission du bon de commande, le titulaire sera réputé avoir pris connaissance de l'emplacement et de la nature exacte des travaux. L'Entrepreneur doit signifier au maître d'œuvre, ou à défaut au Maître d'ouvrage, toutes anomalies ou discordances susceptibles d'exercer une influence sur la réalisation des travaux.

Il ne pourra réclamer aucun supplément en s'appuyant sur le fait que des ouvrages mentionnés sur les plans et sur le cahier des charges pourraient se présenter inexacts ou incomplets, et ce après la remise de son offre.

## 1.2 Décomposition en lots

---

La consultation est divisée en deux lots :

- Lot 1 : travaux d'espaces verts généraux et gestion de la biodiversité
- Lot 2 : travaux d'entretien sur les parcelles propriétés de l'EPABE

## 1.3 Objet des travaux

---

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) a pour objet la définition des travaux d'espaces verts d'accompagnement et de leur entretien qui seront nécessaires dans le cadre de l'aménagement de l'OIN implantée sur les communes de Bordeaux, Bègles et Floirac.

Ce marché a vocation à réaliser des ouvrages d'espaces verts d'une ampleur et d'un niveau d'exigence conséquents, ainsi que des prestations ponctuelles comme des entretiens de parcelles nues, des abattages d'arbres isolés ainsi que l'entretien d'espaces verts réalisés par des tiers mais sous la responsabilité de l'EPA Euratlantique qui seront nécessaires dans le cadre de l'aménagement de l'OIN implantée sur les communes de Bordeaux, Bègles et Floirac.

Ce présent marché aura pour objectif de :

- Réaliser des travaux provisoires notamment aux abords des chantiers, aux abords des futurs chantiers de construction et/ou de démolition ou aux abords des chantiers d'espace public ;
- Faciliter certaines libérations d'emprises et préparer les lieux avant intervention de concessionnaires ou des entreprises de chantier de construction ;
- Faire face à tous les besoins prévus ou imprévus avant démarrage des travaux du marché principal et notamment anticiper la réalisation de certains réseaux en vue d'alimenter certains lots ;
- Réaliser certains types de travaux provisoires ;
- Réaliser certains projets connexes aux travaux d'aménagement de l'OIN ;
- Réaliser des travaux de remise en état d'ouvrages dégradés ;
- Réaliser des aménagements temporaires et définitifs ;
- Réalisation d'aménagement pour la gestion de la biodiversité.

Ce nouveau marché doit tenir compte du contexte d'intervention de l'EPA, en milieu urbain dense sur d'anciennes friches industrielles et ferroviaires.

Il s'agit d'un marché à bons de commande. Chaque commande détaillera les travaux à réaliser.

## 1.4 Consistance des travaux

---

### 1.4.1 Travaux faisant objet du marché (liste non exhaustive)

Les travaux du présent lot comprennent notamment :

Prestations générales

- Les études d'exécution,
- Le constat d'état des lieux préalable contradictoire par huissier (photo et vidéo),
- Les installations de chantier
- La fourniture et la mise en place de la signalisation de chantier,
- La réalisation de sondages, le repérage et la protection des réseaux ou ouvrages existants à conserver,
- Les contrôles internes et externes
- L'établissement des documents de recollement et de remise d'ouvrage à Bordeaux Métropole,

## Terrassements et plantations

- L'exécution des terrassements en déblais et remblais liées aux travaux de plantations,
- La fourniture et la mise en œuvre de terre végétale
- La fourniture et la mise en œuvre de mélange terre pierre
- La fourniture et la plantation de d'arbres tiges, en cépées, d'arbustes,
- La fourniture et la plantation de plantes grimpantes, de vivaces, de graminées
- Les travaux d'engazonnements
- La fourniture et la pose d'accessoires de plantations (tuteurs, ancrages de mottes, paillage...)

## Entretien et garantie de reprise

L'ensemble des travaux d'aménagement et réseaux, sera conduit suivant les règles de l'art et en accord avec les documents approuvés par les administrations et les cahiers des charges des concessionnaires.

### 1.4.2 Dépollution

Le présent marché ne comprend pas les travaux de dépollution.

Dans le cas où, lors des terrassements, des traces de pollution seraient suspectées ou visibles, il est demandé au titulaire d'arrêter immédiatement les travaux sur la zone concernée et d'alerter sans délai la Maîtrise d'œuvre, ou à défaut, la maîtrise d'Ouvrage afin que le nécessaire soit fait pour programmer, à la charge de la Maîtrise d'Ouvrage, l'intervention de l'entreprise en charge des travaux de dépollution.

Des analyses et contrôles seront menés et réalisés lors des travaux par la Maîtrise d'Ouvrage et l'AMO dépollution. Une coordination des travaux sera nécessaire pour permettre aux prestataires d'intervenir sur site. Cette coordination sera assurée par la Maîtrise d'Ouvrage.

Toutefois, pour des travaux de faible importance, la Maîtrise d'Ouvrage se réserve la possibilité de demander au titulaire l'évacuation des terres polluées.

La reprise des travaux sur la zone ne pourra être effectivement qu'après accord de la Maîtrise d'œuvre ou la Maîtrise d'Ouvrage.

Les zones de stockage des terres excavées, décapées ou des matériaux issus des terrassements, devront être compatibles avec le déroulement normal de l'opération et des opérations futures. Par conséquent, le titulaire sera réputé connaître les différents projets qui seront réalisés sur l'OIN afin de ne pas réaliser de stockage sur les emprises des projets. De plus, le titulaire devra faire valider par la Maîtrise d'œuvre ou la Maîtrise d'ouvrage l'emprise du stockage avant toute intervention. En l'absence de cette validation, l'entrepreneur devra assurer, à ses frais, le déplacement des matériaux de remblais stockés.

## 1.5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES TRAVAUX

---

### 1.5.1 Autorisation d'exécution de travaux

Toute intervention de reconnaissance sur le domaine public routier et en dehors d'une emprise de travaux déjà existante, devra faire l'objet d'une demande d'autorisation formulée auprès du gestionnaire concerné. Pour une intervention sur le domaine public communautaire, la demande d'autorisation sera faite simultanément auprès de la Communauté Urbaine de Bordeaux (CUB), par l'intermédiaire d'AET, d'AOT ou autre, et de la commune concernée. Pour une intervention sur le domaine public routier de l'Etat (exemple : Bd des Frères Moga), la demande d'autorisation sera faite simultanément auprès de la Direction Interdépartementale des Routes Atlantique (DIRA) et de la commune concernée.

Cette demande donnera lieu à un arrêté d'autorisation d'exécution de travaux délivré par le gestionnaire du domaine public routier au titre de la conservation de la voirie, complété par un arrêté de police du Maire délivré au titre de la coordination des travaux et des mesures de police qui s'y rattachent. Ces deux arrêtés devront être affichés, tenus constamment disponibles sur le chantier et présentés à toute autorité compétente en matière de contrôle de police ou de conservation du domaine public routier.

Afin d'obtenir toutes les autorisations nécessaires dans les délais, le titulaire devra transmettre ses demandes au minimum un mois avant la date prévue d'intervention.

### 1.5.2 Signalisation de chantier

Les interventions sur le domaine public routier doivent respecter les dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le Livre 1, 8ème partie « signalisation temporaire » approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992. Pour chaque intervention sur le domaine public routier nécessitant une modification de la circulation, un dossier d'exploitation sera établi et transmis au gestionnaire de voirie (Bordeaux Métropole et/ou DIRA). Une copie du document sera également transmise à l'EPA. Le dossier d'exploitation sera constitué des éléments suivants :

- Une notice explicative (contraintes, emprises, dates, durée prévisible, ...) ;
- Un plan de situation ;
- Les mesures de circulation proposées et leur signalisation ;
- Les itinéraires de déviation éventuels et leur signalisation ;
- La signalisation de chantier ;
- Les noms et coordonnées des responsables de chantier.

Le titulaire devra assurer la signalisation et la protection du chantier de jour comme de nuit. Il en assurera de plus la surveillance et la maintenance jusqu'à achèvement des investigations et retrait de l'installation.

Le titulaire est tenu de signaler, à l'aide de panneaux parfaitement lisibles, son identité avec le numéro de téléphone à appeler en cas d'urgence, d'incident ou accident.

### 1.5.3 Sécurité et tenue de chantier

Le titulaire prendra toutes les dispositions nécessaires pour que son personnel possède les équipements de sécurité réglementaires et se conforme aux prescriptions de sécurité imposées sur le chantier en cas d'intervention pendant une phase travaux.



Lorsque le site et les investigations prévues nécessitent l'utilisation d'un échafaudage, d'une nacelle ou d'une embarcation, le titulaire s'assurera que seules les personnes disposant des qualifications nécessaires y accèdent.

La zone d'intervention et son environnement seront soigneusement maintenus en bon état de propreté. Une attention particulière sera portée aux boues de forage.

Le titulaire sera tenu de mettre en œuvre les moyens appropriés (balayeuses, laveuses, ...) pour éliminer dans les plus brefs délais les souillures éventuelles sur chaussées et sur trottoirs.

## 1.5.4 Reconnaissance des occupations du sol

L'EPA Bordeaux Euratlantique ou son représentant pourra transmettre au titulaire les données dont il dispose concernant les réseaux dans la zone d'intervention. Toutefois le titulaire est tenu de procéder aux déclarations préalables réglementaires auprès des différents gestionnaires (DICT).

Il restera tenu d'informer les utilisateurs du sous-sol, au moins 15 jours avant l'ouverture du chantier, de la nature des travaux qui lui sont confiés de manière à recevoir les autorisations et directives nécessaires à la protection des réseaux et assurer la sécurité.

S'il est connu ou suspecté la présence d'un réseau sur sa zone de travail, le titulaire effectuera le piquetage de celui-ci contradictoirement avec le concessionnaire concerné.

Chaque fois que cela sera nécessaire avant les travaux, le titulaire réalisera à la main un avant trou pour la recherche de réseaux.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences dommageables des détériorations causées aux divers réseaux et aux incidents qui pourraient en résulter

## 1.5.5 Charte chantiers à faibles nuisances

L'ensemble des travaux d'infrastructure VRD devra suivre les conditions générales d'exécution des travaux et la charte Chantiers à faibles nuisances telle que présentée en annexe du présent document.

Des audits de conformité et des évaluations pourront être réalisés par l'EPA Bordeaux Euratlantique ou son représentant au cours de visites de chantier.

## 1.5.6 Programme des travaux

Pour chaque intervention, l'EPA Bordeaux Euratlantique fournira au titulaire les éléments de programme nécessaires à l'établissement de son devis de travaux sur la base du BPU.

Ce programme pourra comprendre de manière non exhaustive et non obligatoire :

- Le contexte des travaux ;
- Le descriptif des travaux à réaliser ;
- Les objectifs à atteindre ;
- Les plans et coupes des emprises de travaux ;

- La date de démarrage des travaux ;
- Les délais d'exécution fixés ;
- L'éventuelle coactivité ;
- La présence ou non d'un coordonnateur SPS ;
- L'identification, si elle a lieu, de la Maîtrise d'œuvre ;
- Tout autre élément d'information jugé utile par l'EPA Bordeaux Euratlantique.

L'entreprise, remettra en fonction du programme son devis de travaux sur la base du BPU. Elle sera réputée avoir une parfaite connaissance du site et de la nature des travaux.

Sur cette base, la Maîtrise d'Ouvrage émettra un bon de commande récapitulant les données d'entrées énumérées ci-dessus, spécifiques à chaque intervention. Ce bon de commande précisera également la durée de la période de préparation.

L'entrepreneur fournira à l'EPA Bordeaux Euratlantique, dans les délais et conditions fixées par le bon de commande et précisées par le présent C.C.T.P et le C.C.A.P., les modalités d'exécution des travaux précisant notamment les matériels et méthodes qui seront utilisés, le calendrier prévisionnel de ces utilisations pour les diverses opérations à réaliser, les éventuels plans d'exécution, ainsi que le projet des installations de chantier. Avant démarrage des travaux l'entrepreneur devra fournir les fiches produit, ces dernières devront être visées par la maîtrise d'œuvre avant leur utilisation sur le chantier.

## 1.5.7 Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)

Lorsque le bon de commande le précise, l'entreprise devra produire un DOE sous format papier, en 2 exemplaires, et sous format numérique.

Les recouvrements à la charge de l'entreprise comprennent la levée de l'ensemble des ouvrages visibles (limites de voirie et matériaux, bordures et caniveaux, mobiliers, tampons de chambres et regards, bouches à clé...) et non visibles (infrastructures enterrées, fourreaux, canalisations, regards borgnes...).

Les documents à fournir, de manière non exhaustive seront :

- Le(s) constat(s) d'huissier ;
- Les DICT ;
- Les retours de BSDA s'il y a lieu ;
- Les retours de BSD ;
- Un récapitulatif des évacuations de déchets avec bons de pesée ;
- Un / des plan(s) de récolement ;
- Un / des plan(s) de modification de réseaux ;
- Les attestations de suppression de branchements avec plan précisant la localisation de la suppression ;
- Le PPSPS ;
- Le plan de retrait et additif ;
- Les résultats de portance ou les résultats d'autres essais ;
- Un reportage photo.

## 1.5.8 Dossier de remise d'ouvrage à Bordeaux Métropole

Lorsque le bon de commande le précise, l'entreprise devra produire un dossier de remise d'ouvrage à

Bordeaux métropole, en vue de la rétrocession de ceux-ci. Cette prestation vient en complément de l'établissement des DOE, et sera réalisée conformément aux prescriptions de Bordeaux métropole.

## 1.6 PRISE DE POSSESSION DU TERRAIN

---

### 1.6.1 Vérification avant travaux – connaissance des lieux

L'entrepreneur est réputé avoir, avant remise de son devis, pris connaissance complète et entière des lieux et de leurs abords et avoir, s'il le jugeait utile sollicité le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage pour tout renseignement complémentaire. Il est donc réputé avoir pu apprécier l'ensemble des contraintes liées au site et en avoir tenu compte lors de la remise de son offre.

Cette reconnaissance portera notamment sur les points suivants, sans que cette énumération soit limitative :

- L'état des existants et des éventuelles mitoyennetés,
- Les possibilités d'accès au site, de circulation et de stationnement,
- Les particularités du terrain,
- Les sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public et dans l'enceinte de l'opération,
- Les difficultés particulières qui pourraient survenir lors des travaux et en général sur tous les points pouvant exercer une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût,
- La présence de réseaux enterrés ou aériens.

### 1.6.2 Réception du terrain – prise de possession

Dès que le Bon de commande des travaux lui est notifié, un constat contradictoire de l'état du terrain peut être demandé par l'entrepreneur, et établi à ses frais.

C'est à partir de cette date de réception de ce Bon de commande que l'entrepreneur prend possession des lieux, qui passent sous son entière responsabilité.

### 1.6.3 Protection et sauvegarde des existants conservés

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer lors de l'exécution de ses travaux, aucune détérioration aux existants.

Il sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place.

### 1.6.4 Fouilles archéologiques

En cas de découverte fortuite de monuments, ruines, mosaïques, éléments de canalisations antiques, vestiges d'habitations ou de sépultures anciennes, inscriptions et plus généralement d'objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie, la numismatique, etc... les stipulations de la loi portant réglementation des fouilles archéologiques sont de stricte application.

Le chantier de fouilles devra être conduit avec des précautions particulières adaptées de manière à assurer la conservation des éventuelles découvertes.

En cas de découvertes archéologiques, le titulaire devra en informer le Maître d'Ouvrage qui en avisera immédiatement le service régional de l'archéologie. Ces découvertes entraînent un arrêt de chantier sur la zone et l'entreprise ne pourra reprendre les travaux par sa propre initiative mais uniquement après autorisation des autorités compétentes.

## 1.6.5 Implantation et piquetage du projet

Les prix sont réputés inclure l'implantation des ouvrages à réaliser par le titulaire. L'entreprise devra mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à cette bonne implantation de ses ouvrages, et devra supporter tous frais inhérents à ces moyens.

## 1.7 DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRISE AVANT LES TRAVAUX

---

D'après les documents techniques fournis par l'EPA, (le CCTP, les schémas et plans de définition des ouvrages), l'entreprise doit établir les plans d'exécutions. Ces plans de réalisation résultent des choix technologiques définitifs, au moment de la signature des marchés et avenants, ainsi que des méthodes propres à l'entreprise. Ils doivent être remis à la maîtrise d'œuvre durant la période de préparation, lorsqu'elle a lieu dans les délais fixés par le bon de commande.

Pendant la période de préparation, l'entrepreneur devra remettre à l'EPA et/ou aux autorités compétentes, de façon non exhaustive, les documents techniques suivants :

- Le Plan d'Installation de Chantier (PIC) ;
- Le Planning prévisionnel des travaux ;
- S'il y a lieu, le Plan d'Assurance Qualité (PAQ) ;
- Les notes méthodologiques d'exécution des travaux ;
- Les plans d'exécution des travaux et éventuelles notes de calculs correspondantes,
- Les DICT ;
- Les plans de protection des voies attenantes et des réseaux ;
- Le plan de gestion des déchets, intégrant les copies des CAP et AP de l'ensemble des filières retenues ;
- S'il y a lieu, le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) après réalisation de l'Inspection commune ;
- S'il y a lieu, le Plan de Retrait Amiante (PRA) après fourniture par le Maître d'œuvre ou d'ouvrage du diagnostic amiante...

Ces documents devront être validés par l'autorité compétente durant la période de préparation.

## 1.8 CONTROLE – MISE EN SERVICE DES RESEAUX CONCEDES

---

Toute installation réalisée dans le cadre du projet, et qui sera mise à disposition, ou rétrocédée partiellement ou en totalité aux services concédés quels qu'ils soient, devra faire l'objet par

l'entrepreneur de l'envoi des dossiers administratifs auprès des services concernés avant tout démarrage des travaux.

L'entrepreneur devra obtenir l'accord du dit service avant la réalisation des travaux et faire procéder aux contrôles des travaux en cours d'exécution.

Il devra faire réceptionner les ouvrages lorsqu'ils seront achevés.

## **1.9 RELATIONS AVEC LES CONCESSIONNAIRES**

---

L'entrepreneur devra faire son affaire personnelle de l'obtention de tous les accords et de toutes les autorisations auprès des administrations et services publics compétents, nécessaires à la réalisation de ses travaux en fonction de la technique retenue.

Il devra de même obtenir des concessionnaires toutes les autorisations nécessaires, permettant le raccordement des ouvrages réalisés aux réseaux publics concédés.

## 2 Description des travaux

### 2.1 Installation et repliement de chantier

Les installations de chantier, quand elles seront à la charge du titulaire du présent marché, seront mises en place sur un espace désigné en concertation avec la Maîtrise d'Ouvrage, le Maître d'œuvre, et les Entrepreneurs. Elles comprendront leurs clôtures, le raccordement aux réseaux divers, l'entretien, le repliement en fin de chantier avec remise en état des lieux.

Les travaux préparatoires des zones de chantier et de leur accès font partie de la prestation.

La sortie intégrera une zone de lavage des véhicules (débourbeurs) dans l'enceinte du chantier pour préserver la viabilité et la sécurité de la voirie mitoyenne.

Quand les installations seront à la charge d'un autre marché, le titulaire du présent lot fournira toutes les informations nécessaires (effectifs prévisibles selon le planning notamment) pour permettre de dimensionner les installations de la base vie.

Si le titulaire du présent marché intervient une fois les installations repliées, il devra s'organiser pour mettre en place, puis replier les installations nécessaires à son personnel à ses frais.

Le gardiennage des espaces dédiés au stockage des matériaux et des véhicules de chantier est à la charge des entreprises qui souhaitent y avoir recours.

### 2.2 Signalisation provisoire du chantier

L'entrepreneur est tenu d'assurer la sécurité des personnes sur le chantier et ses abords. La signalisation sera conforme à la législation en vigueur et aux exigences du CSPS.

Cette prestation comprend la fourniture, la pose, le déplacement et l'entretien des matériels de signalisation horizontale et verticale nécessaires pour la réalisation des travaux, et comprennent notamment (liste non exhaustive) :

- la fourniture, l'implantation, la pose ou la mise en place des matériels
- le lestage assurant la stabilité des panneaux mobiles
- le déplacement de la signalisation en fonction de l'avancement et des phases de travaux
- l'entretien et le nettoyage périodique
- le retrait des installations en fin de travaux

### 2.3 Implantation, piquetage

L'entrepreneur effectuera le piquetage de tous les ouvrages qu'il a à exécuter et conformément au plan d'implantation des ouvrages.

Les travaux ne commenceront qu'après accord sur le tracé.

Le piquetage devra être aussi complet qu'il sera nécessaire pour déterminer sur le terrain les hauteurs et les emplacements des ouvrages et des plantations conformément au plan d'implantation des ouvrages.

Les piquets nécessaires à l'exécution, la vérification et la réception des travaux seront maintenus en place dans la mesure où les conditions le permettent.

Dans l'éventualité où les piquets auraient été enlevés, le maître d'œuvre peut en demander le rétablissement à leur emplacement primitif ou en tout autre point s'il le juge nécessaire.

L'entreprise est responsable des erreurs de nivellement et des conséquences qui en découleraient.

L'entrepreneur est supposé avoir tenu compte de ces sujétions dans l'établissement de son prix. Il ne saurait prétendre de ce fait à aucune rémunération supplémentaire.

Les piquetages des plantations sont à réaliser aux différentes étapes d'avancement du chantier et doivent être aussi précis que possible compte tenu des plans d'exécution et de l'état des lieux ainsi que des modifications ou adaptations qui pourraient être décidées par le maître d'œuvre.

Dans la mesure où ces plantations seraient modifiées par rapport au projet d'exécution, et acceptées comme tel par le maître d'œuvre ou d'ouvrage, l'entrepreneur devrait en reporter l'indication précise sur les plans et fournir ceux-ci au maître d'œuvre avant la réception des travaux.

L'entreprise fournira, à ses frais, les piquets, les fiches, les cordeaux et les outils nécessaires à l'opération de piquetage qui sera réalisée sous sa conduite.

L'entreprise procèdera au piquetage de la façon suivante :

- Arbres repérés par des tuteurs,
- Arbustes isolés repérés par des fiches de bambou,
- Massifs aux densités de végétation pré-établies délimités par des cordeaux avec fiches de bambou espacées de 2m maximum.

Les plantations seront piquetées d'après les plans d'exécution. Des précisions supplémentaires ou modifications ne pourront être données par le maître d'œuvre que lors de l'avancement des travaux.

## 2.4 Abattage, démontage, dessouchage

---

Le nombre précis d'arbres à abattre sera déterminé et choisi précisément en fonction des contraintes de réalisation du projet du fait de difficultés ou inadaptations constatées sur place, lors de réunions de chantier, et les sujets conservés seront précisés et protégés.

Les différents abattages et conservations seront décidés d'un commun accord entre la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage. Les arbres à abattre seront marqués par l'entrepreneur avec le maître d'œuvre à l'occasion d'une réunion de chantier.

La prestation comprend :

- Consultation des concessionnaires si nécessaire,
- Demande d'autorisation de voirie si nécessaire,
- Interdiction de stationner si nécessaire,
- Barrière de chantier,
- Information du public sur le chantier si nécessaire,
- Abattage de l'arbre par son démontage :
  - \* élagage
  - \* taille des charpentières
  - \* abattage du tronc
- Dessouchage à l'essoucheuse montée sur pelle mécanique.

Le dessouchage avec tarière montée sur tracteur est proscrit.

- Creusement de la fouille,
- Evacuation des terres impropres et déchets verts en centre de recyclage,
- Remblaiement de la fouille en grave améliorée, y compris compactage à l'O.P.N. pour les arbres situés sur de futures surfaces minérales ; remblaiement en terre végétale pour les arbres situés à l'emplacement de futurs espaces verts.

## 2.5 Protection des arbres existants conservés

---

L'entrepreneur devra assurer, pendant la période des travaux, une protection soignée des arbres existants exposés et devant être conservés, par la mise en place d'une protection individuelle efficace par planches jointives non solidaires du tronc (minimum 1m x 1m).

En cas de fouilles à proximité, il prendra soin de ne couper aucune racine. Il en réfèrera éventuellement à la maîtrise d'œuvre qui sera seule habilitée à prendre les dispositions nécessaires. Une attention toute particulière sera portée au respect des frondaisons en cas d'utilisation d'engins type grue ou similaire.

Le maintien d'une porosité suffisante en pied d'arbre sera assuré, par exemple en réalisant un mulching des pieds d'arbres.

L'entrepreneur ne procédera à aucun abattage ou élagage sans l'autorisation préalable d'un représentant de la maîtrise d'œuvre.

## 2.6 Balisage et mise en défens des zones à enjeux écologiques

---

L'entrepreneur devra baliser, sur demande du maître d'ouvrage ou de la maîtrise d'œuvre, les secteurs définis comme présentant des enjeux écologiques spécifiques. Ce balisage devra être réalisé à l'aide d'un filet/rubalise fixé sur des piquets (bois ou métal), garantissant une visibilité optimale et la protection des zones sensibles.

Les zones balisées devront être strictement préservées : aucun stockage de matériaux, passage d'engins ou intervention ne sera autorisé sans accord préalable de la maîtrise d'ouvrage ou de la maîtrise d'œuvre. L'entrepreneur devra également prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter tout impact sur ces secteurs, notamment en limitant le compactage des sols et les risques de pollution.

## 2.7 Elagage et nettoyage des arbres existants conservés

---

### MATERIELS ET OUTILLAGE

Le matériel et l'outillage utilisé seront adaptés à la complexité du chantier.

Les outils de coupe seront toujours parfaitement affûtés et désinfectés afin de limiter les risques de déchirures et de propagations parasitaires.

L'utilisation d'une ancille ou d'une grue est laissée à l'appréciation de l'entrepreneur.

L'emploi de clous, broches, crampons et griffes est formellement interdit, sauf pour le cas d'abattage d'un arbre.

Le non-respects de cette interdiction peut entraîner, de plein droit la résiliation du marché, sans indemnité pour l'entrepreneur.

### DESINFECTION DES OUTILS

Afin d'éviter la propagation de maladies, les outils de taille seront traités par un produit ou procédé désinfectant, auparavant soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage. En l'absence de procédé de désinfection périodique du matériel, il est nécessaire de réaliser une désinfection périodique des outils au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Dans les zones à haut risque de contamination et pour les arbres pouvant faire l'objet d'une lutte prophylactique (par exemple, le chancre coloré du platane), des précautions particulières seront prises, la désinfection étant prévue et obligatoire entre chaque intervention sur des arbres différents :

- . L'abattage et le dessouchage seront suivis d'un traitement de désinfection
- . La sciure sera traitée ainsi que le bois coupé



. Après dessouchage, la terre devra être imbibée de produit.

## REALISATION DES COUPES

Lors de la suppression d'une branche, les coupes doivent être franches et nettes, orientées de façon à éviter toute stagnation d'eau et de se situer dans le plan joignant l'extérieur de la ride de l'écorce et l'extrémité supérieure du col de la branche.

Lors de l'élimination d'une branche morte ou d'un chicot, on évitera toute altération du bourrelet cicatriciel.

Le rabattage d'une branche sera effectué à l'aisselle d'un rameau latéral qui jouera le rôle de tire sève. La coupe sera réalisée parallèlement à la ride de l'écorce, à proximité immédiate de celle-ci, du côté de la partie enlevée, en évitant de mordre sur la ride.

Dans le cas particulier d'élimination ou de rabattage de grosses branches, il est impératif de les découper en tronçons successifs et d'orienter la chute de la branche à l'aide de cordes. Chaque tronçonnage sera précédé d'une coupe en en taille, sous la branche

Les coupes sur jeunes rameau (taille de formation) seront effectuées au sécateur.

La coupes des rejets et gourmands sera réalisée, si possible avec des sécateurs et scies à mains.

## DEMONTAGE DE BRANCHES

Dans le cas où des branches surplombent des clôtures, des bâtiments, des plantations, l'entrepreneur prendra des dispositions en vue de protéger les ouvrages ou procédera au démontage de ces branches à l'aide de cordage.

## PAREMENT ET PROTECTION DES PLAIES DE TAILLE

Toutes les plaies de taille sont rendues parfaitement nettes par suppression des éventuelles irrégularités de la coupe. Les grosses plaies de taille sont protégées à l'aide d'un produit cicatrisant retenu en accord avec le Maître d'Ouvrage, appliqué immédiatement après la coupe.

Les plaies d'un diamètre supérieur à cinq centimètres seront badigeonnées à l'aide d'un produit type « Lac Balsam » ou similaire.

## 2.8 Entretien

---

Les travaux seront exécutés conformément à l'ensemble des normes et notamment au fascicule 35 du CCTG.

### 2.8.1 *Entretien des milieux aquatiques urbains – Curage des fonds de noues et mares*

L'opération consiste à curer les fonds des noues et mares en milieu urbain afin d'assurer leur bon fonctionnement hydraulique et écologique. L'objectif est d'éliminer les dépôts de sédiments et matières organiques excédentaires tout en préservant les habitats aquatiques existants. Les travaux seront réalisés selon les indications du Maître d'œuvre et les plans d'exécution, en veillant à ne pas perturber la faune aquatique.

Curage manuel ou mécanisé : Selon les configurations, le curage pourra être effectué à l'aide d'outils manuels (bêche, fourche) pour les petites zones sensibles ou d'engins mécaniques équipés de godets spécifiques pour minimiser l'impact sur les berges et le substrat.

Gestion des sédiments : Les sédiments extraits seront triés sur place, avec évacuation des déchets non organiques. Les matières organiques pourront être réutilisées ou éliminées conformément à la réglementation en vigueur.

Remise en état : Une fois le curage terminé, les berges et fonds seront stabilisés pour limiter l'érosion et favoriser la recolonisation des espèces locales.

Les opérations n'interviendront qu'en période favorable, en dehors des périodes de reproduction de la faune aquatique et en conditions d'humidité adaptées (terrain ressuyé, accès praticable pour les engins). Le matériel utilisé sera adapté à la configuration du site, et les interventions devront limiter au maximum le tassement des sols et les perturbations des milieux naturels environnants.

## 2.8.2 Entretien de propreté

Le nettoyage comprend l'enlèvement de tous les déchets résultant des travaux d'entretien tels que :

- Produits de sarclages, de tailles,
- Bois morts, inflorescences fanées,
- Produits de tontes et fauchages,
- Enlèvement des feuilles mortes,
- Déchets déposés par les usagers.

Tous ces déchets seront évacués le jour même de l'exécution du travail par l'entrepreneur. Ils resteront sa propriété.

Avant évacuation, ils devront être protégés contre toute dispersion. Aucun dépôt de produits de toute nature (herbes, branches, fleurs, papiers etc. ...), ne devra être fait dans les allées.

L'enlèvement dans les allées sera effectué à l'aide d'un matériel léger. Les feuilles mortes seront à la saison, balayées et évacuées dans les mêmes conditions que les produits de tonte ou de taille. En aucun cas, les feuilles mortes ou autres détritiques ne devront être brûlés sur place.

## 2.8.3 Gestion des déchets

Dans le cadre de l'entretien et de la gestion de ses fonciers, l'EPA Bordeaux Euratlantique peut être confrontée à la présence de déchets qui nécessiteront leur exportation. Ces déchets pourront être de deux types et nécessiteront des moyens de gestion adaptés.

### Déchets verts

Cela concerne notamment :

- Les résidus de fauche : Ces résidus nécessiteront un conditionnement approprié (notamment en balles rondes) et leur évacuation. Le devenir des produits de fauche est à la charge du prestataire, mais l'EPA Bordeaux Euratlantique pourra demander, si nécessaire, la livraison de ces produits vers un autre site métropolitain ou spécifique à la gestion des déchets verts.
- Les troncs d'arbres : Ces troncs peuvent être gyrobroyés ou exportés. Un travail collaboratif pourra être envisagé avec la direction des espaces verts de Bordeaux Métropole, notamment la plateforme du Haillan, qui revalorise ce type de déchets pour en faire du paillage.
- Les branchages, broussailles et bois morts : Ces éléments pourront, dans certains cas, nécessiter une exportation en déchetterie, particulièrement en raison du risque incendie dans certaines zones.

### Autres déchets de petite taille

Dépôts sauvages peu encombrants : Ce type de déchets inclut des objets comme des pneus, des électroménagers, etc., qui doivent être collectés et évacués.

## 2.8.4 Fauchage et débroussaillage

La prestation réalisera les opérations de fauchage et débroussaillage sur les parcelles désignées (accotements, talus, fossés, zone semi-naturelles), conformément aux normes de gestion écologique, de sécurité et d'entretien des espaces verts.

Opération attendue :

- Fauchage mécanique ou manuel
- Débroussaillage, défrichage et broyage si nécessaire.
- Ramassage manuel ou mécanique des déchets verts

## 2.8.5 Gestion des espèces exotiques envahissantes (EEE)

Les EEE sont très présentes sur le territoire de l'OIN. En fonction des espèces identifiées, les modalités d'intervention pourront varier.

Le prestataire devra être capable d'effectuer des reconnaissances végétales et connaître les caractéristiques de chacune des espèces pour proposer un protocole adapté.

Toutes les précautions devront être prises pour éviter de contaminer des milieux sains et l'évacuation de ces végétaux devra être inclus dans la prestation.

Plusieurs types d'intervention sont à envisager :

- Cerclage
- Epuisement des pieds par coupe répétée
- Interventions mécanisées (dessouchages etc...)
- Faucardage
- Arrachage manuel

A la fin de chaque prestation le prestataire devra fournir un plan de recollement précis de ces interventions, ainsi que les BSD d'évacuation des déchets dans les filières agréées.